



Fête de l'humanité

Débats, riposte et construction...

Pages 4 et 5

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 897

23 septembre 2010

prix : 0,70 €

24 juin
7 septembre

Fête de l'humanité 23 septembre...



MOBILISÉ-E-S Jusqu'au retrait

■ Pacte d'union populaire

Rassembler le peuple de gauche.

P 2

■ Retraites

Après les mobilisations exiger le retrait !

P 3

■ Finance ou industrie

Dégradation des conditions de travail et des salaires, licenciement,



quelle rôle de la finance dans l'industrie ?

P 5

■ Sens et valeur du travail

Le travail manuel n'est plus à l'honneur dans nos sociétés contemporaines entraînant ainsi une perte des savoir-faire, il est pourtant urgent de le réhabiliter.

P 6

■ Hold-up sur l'électricité

Loi NOME : le cadeau de l'Etat au secteur privé.

P 7

■ Jean De Neyman

L'hommage rendu à St-Nazaire.

P 8

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlaplublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Fausses nouvelles

Annoncées par Sarkozy lui-même aux ouvriers des chantiers navals de Saint-Nazaire comme acquis sur le carnet de commande lors de sa dernière descente sur le site, les porte-hélicoptères destinés aux amis de Poutine se sont envolés quelques semaines plus tard comme l'ont été il y a un an les 36 Rafales que devait commander le Brésil. Si pour les annonces on peut dire que notre Président est excellent, pour le reste... ça laisse à désirer.

Parlons budget

Notre Président voulait être le champion de la diminution des impôts des français. C'était même une des promesses phares du candidat à l'Élysée. Un nouveau pari de perdu pour « le petit roi de la com » qui est obligé d'écouter son protégé François Baroin déclarer devant micros et caméras qu'une augmentation des impôts est une obligation pour « boucler » le budget de la France.

Les fonds de tiroirs

En allant rechercher la suppression « des niches fiscales », le gouvernement ne propose ni plus ni moins qu'une augmentation des impôts des français. Pas besoin d'être un géant de mathématique pour comprendre que la suppression d'un avantage fiscal se traduit dans les faits par une augmentation des impôts. Mais qui dit suppression de niches fiscales ne dit pas atteinte aux privilèges des plus riches. L'investissement en Outre Mer par exemple est toujours possible pour votre future déclaration de revenus...

Comment va Eric ?

On est toujours inquiet sur son état de santé. Pensez-vous, il ne se souvenait même plus qu'il avait écrit à Sarkozy pour que le gestionnaire de la fortune de Mme de Bettencourt obtienne la légion d'honneur, on a été obligé de lui renouveler la mémoire. C'est vrai qu'un homme aussi occupé que lui peut avoir des trous de mémoire sélectifs. Le problème c'est que cette situation semble se généraliser au sein du gouvernement à l'image de Besson et d'Hortefeux qui oublient le contenu des circulaires qu'ils éditent...

La belle récompense à l'allégeance

Quand l'opportuniste affairiste également ancien patron «banqueroutiste», pitoyable chanteur et comédien, petit ancien ministre soit disant à gauche fait allégeance à Sarkozy à la veille des dernières élections présidentielles, Bernard Tapie regarde d'abord son porte monnaie et pense pouvoir négocier son soudain « revirement de tendance politique ».

Chose promise, chose due, tapes moi la main dans la main, comme les marchands de cochons...

C'est ainsi que dans des temps difficiles pour la nation, alors que chaque ministre pense à faire des économies, que ça gratte sur les « niches fiscales du prolo », que le mot rigueur n'est plus tabou en France, la locataire de Bercy sous ordre du patron de l'Élysée récompense ce bon vieux Nanard avec un chèque de quelques 210 millions d'euros.

On peut toujours en haut lieu tenter d'expliquer les choses, ce brave tribunal arbitral a été parfaitement aux ordres et fait payer à la France c'est-à-dire à vous et à moi le différent qui opposait le nouveau sarkoziste de raison au Crédit Lyonnais.

Point de vue

par Jérôme TURMEAU

Rentrée sociale et politique difficile pour le gouvernement ! Après les mobilisations d'ampleurs contre la xénophobie d'état, la réforme des retraites, l'enseignement à la sauce libérale, l'offensive s'est poursuivie à la fête de l'Humanité : **Pas moins de 600 000 visiteurs se sont pressés à la Courneuve !** Sur tous les stands, dans toutes les conversations, aux détours de chaque débat la question des retraites et des mobilisations à venir a bien sûr été soulevée !

Le dédain affiché par Sarkozy, son gouvernement et les parlementaires de droite, sourds aux revendications populaires, méprisants vis-à-vis des députés communistes qui, à l'assemblée ont déposés les 120 000 signatures recueillies par les militants communistes durant l'été, n'est plus supportable. La colère se fait jour, elle enfle dans la population, Sarkozy devra reculer.

Alors que les entreprises du CAC 40 ont doublés leurs profits, s'assurant 41,5 milliards de bénéfices au cours des six premiers mois de l'année, le peuple lui, devrait bénéficier d'une cure d'austérité dont le plat principal serait le recul d'âge du départ en retraite. **Les citoyens ne sont pas dupes, ils savent désormais ce que leur réserve une droite à la botte du patronat et ils le refusent**

«La colère se fait jour, elle enfle dans la population, Sarkozy devra reculer»

en nombre aujourd'hui.

Reste à la gauche d'incarner un espoir et des propositions au lendemain de ces luttes. **Un espoir qui ne pourra être incarné qu'à une seule condition, celle de faire, de cette France de la**

contestation, de sa

diversité, le ciment d'une marche commune. Cela implique que des discussions s'ouvrent à gauche, dans toute la gauche.

C'est cette démarche que nous entamerons pour les prochaines échéances électorales des cantonales qui auront lieu en mars prochain. Notre parti autour d'un projet devra dialoguer avec toutes les forces de gauche pour ouvrir des perspectives de transformation à l'échelle du département. La voix des communistes compte pour le développement local, industriel, social, faisons la entendre !



Le mouvement social, la gauche et le rassemblement

Le rassemblement populaire qui s'effectue sur la question des retraites, **l'unité et la responsabilité des organisations syndicales face à ces enjeux devraient donner des idées à la gauche.**

Il est clair que le peuple de gauche - et pas seulement - attend un travail, des réflexions en commun en vue des échéances électorales à venir.

C'est dans ce cadre que le PCF a invité l'ensemble des forces de gauche à la fête de l'humanité. L'occasion aussi, de lancer la construction du pacte d'union populaire.

Les citoyens doivent se

sentir « *propriétaire du débat que nous allons engager [...] nous ouvrons un processus de co-élaboration citoyenne* » a insisté Pierre Laurent.

Les différentes crises politiques, sociales, démocratiques questionnent et troublent les citoyens et **c'est avec eux, en lien avec le mouvement social, que devra se construire une véritable alternative.**

Ce n'est qu'en débattant, en travaillant autour de propositions que nous pourrions dégager des points de convergence. Il est désormais plus qu'urgent d'arrêter Sarkozy et de lancer un véritable programme social, démocratique, capable de reconstruire ce qui a été détruit et d'aller plus loin encore. **Les attentes se font criantes pour rompre**



avec le libéralisme et contre le pouvoir grandissant des marchés. Il faut repenser le service public, l'éducation, la santé, le travail...

« *Le temps est venu de dire au peuple français comment nous comptons mettre un terme au*

régime sarkozyste, comment nous comptons sortir de la crise » a déclaré Pierre Laurent. Un pacte d'union populaire pour le changement, pourquoi pas, pour peu qu'il contribue à créer les conditions de rassembler majoritairement notre peuple !

De vous à moi...

Quand ça dérape, ça dérape. On arrive vite à vivre dans un monde dirigé par des menteurs, des délateurs, des violeurs ou des tricheurs.

Venons-en aux faits : Des menteurs et tricheurs comme Hortefeux ou Besson, nos deux ministres « qui n'auraient pas vu passer » leur circulaire raciste contre les Roms. Pire encore pour Besson qui se refuse à prendre ses responsabilités et accuse le chef de cabinet de la place Beauvau... « *C'est pas moi, Monsieur, c'est l'autre...* » Quel exemple de courage pour celui qui passe sa triste vie à expulser et chasser l'étranger...

Des violeurs, oui, quand un jour à Bruxelles ils signent des textes sur

la libre circulation des hommes en Europe et le lendemain font le contraire en France. Loin de moi d'encenser la très conservatrice commissaire européenne à la justice et aux droits fondamentaux mais tout de même... Quand elle tacle de la sorte nos ministres, quand elle fait référence à la chasse ethnique qui n'avait pu lieu depuis la dernière guerre, quand elle déclare ne pas pouvoir avoir confiance en notre gouvernement ça inquiète et fait réfléchir, ça fait même froid dans le dos et peur pour l'avenir.

Je suis également inquiet quand l'Élysée met « au service » le contre-espionnage français et tous

les moyens pour trouver « les sources » de certains journalistes et repérer « la taupe » qui traîne dans un ministère. Tout cela bien sûr en toute illégalité, en violation avec les lois votées en 2010. Mais... Le petit Prince, pense qu'il est dans « son bon droit » et peut outrepasser ceux de la République...

Sarko est peut-être le Président, il peut se croire le chef, celui qui doit commander seul... Sauf qu'ici, on est en France et non dans je ne sais dans quel pays africain. Ici c'est le droit et non la force qui commande.

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Autoroute de la mer

La première liaison entre Gijon et Montoir par voie maritime a eu lieu le 11 septembre dernier.

Le lancement de cette première autoroute de la mer sur la façade atlantique a notamment été rendu possible par les investissements des collectivités territoriales de la région. Elles ont financé la réalisation de la passerelle roulière à Montoir. A raison de trois départs par semaine c'est près de 13000 camions qui seront transportés cette année. Une chance de développement supplémentaire pour le port de Nantes/St-Nazaire.

Inauguration

Le secrétaire d'Etat au transport, Dominique Bussereau, n'a finalement pas inauguré la nouvelle autoroute de la mer, comme prévu, à Montoir. Il semble que les membres du gouvernement soient décidément allergiques à toute confrontation et à tout débat.

300 agents portuaires attendaient pourtant Mr Bussereau de pied ferme pour lui reprocher sa réforme des ports bien loin de créer les milliers d'emplois promis et de résoudre les problèmes de pénibilité.

Le secrétaire d'Etat voulait éviter tous « risques de trouble à l'ordre public », pourtant depuis plusieurs mois la majorité à laquelle il appartient fait peser de lourds risques de trouble à l'ordre social.

Fâchés avec la Loire- Atlantique ?

Sans doute les pontes de la droite gouvernementale sont-ils fâchés avec notre département, aucune personnalité de l'UMP ne voulait se rendre à la fête départementale du parti.

De quoi François Fillon ou encore Eric Woerth ont-ils eu peur ? C'est finalement le porte parole du parti qui s'y est collé, quel courage !!!

ON NE BAT PAS EN RETRAITE

Le 7 septembre nous étions plus de 2 millions 700 milles personnes dans les rues. En Loire-Atlantique, 100 000 manifestants s'étaient réunis dont 80 000 à Nantes, 20 000 à St-Nazaire, 2 500 à Ancenis et 1 700 à Châteaubriant. Et ce, avec un taux de grévistes nettement supérieur au 24 juin.

Qui l'eût crut ? Qui aurait parié sur un mouvement d'ampleur le 7 septembre, quelques semaines après la période estivale ? Certainement pas le gouvernement qui avec un calendrier serré a tout fait pour étouffer les négociations et la mobilisation !

Avec cette réforme des retraites; les français savent que les questions posées sont aussi celles de l'emploi, de l'accessibilité au marché du travail, des salaires, de la justice sociale. **57% d'entre eux sont aujourd'hui opposés à une réforme de classe taillée pour les patrons du MEDEF.** Après les mobilisations du 7 septembre ils étaient 68% à souhaiter que les syndicats appellent à poursuivre la mobilisation dont 86% parmi les sympathisants de gauche.

Malgré un débat confisqué et des arguments fallacieux relayés par voix de presse, syndicats, associations, partis de gauche ont gagnés l'opinion.

Malgré tout, la loi, avec quelques bien maigres bougés - une moquerie puisque la pénibilité du travail n'est toujours pas reconnue - a été adoptée en première lecture le 15 septembre dernier. Comme l'ont rappelé les députés communistes à l'issue du vote, **ce n'est pas parce qu'une loi est votée qu'il n'est plus possible de l'abroger.**

L'adoption a d'ailleurs été mouvementée. Un vote pratiquement sans débat puisque les députés d'opposition ont été privés de parole au profit d'un passage en force de la droite.

Au cœur de la fête de L'Humanité, durant le week-end, ce sont les articles du projet de loi repoussant l'âge légal du départ à la retraite de 60 à 62 ans et le report de 65 à 67 ans pour toucher une retraite à taux plein qui avaient été adoptés. Les dirigeants politiques de gauche présents au forum sur les retraites ont exprimé unanimement leur rejet

Une mobilisation qui ne faiblit pas !



d'une réforme illégitime et discriminatoire en direction des jeunes et des femmes. **Des partis de gauche qui dans notre département continuent à travailler ensemble. Comme le 7 septembre, ils défilent derrière un mot d'ordre commun le 23.** Une date primordiale dans le bras de fer qui oppose les salariés au gouvernement : « **le 7, toutes les forces n'étaient pas mobilisées, il faut faire mieux le 23** » a déclaré Marie Claude Robin secrétaire départementale de la CGT.

Porter l'exigence du retrait c'est aussi porter une alternative. **Des solutions exis-**

tent pour financer nos retraites, le parti communiste l'affirme : il faut une cotisation spécifique sur les revenus financiers des entreprises et des banques, une modulation des cotisations patronales en fonction de la politique salariale des entreprises (100 000 emplois créés représenterait 2 millions d'euros de cotisation sociale supplémentaire), la suppression du bouclier fiscal et la contribution des revenus issus de l'intéressement, la réorientation des aides de l'Etat visant à compenser les exonérations de cotisation vers un fond national et des fonds régionaux pour l'emploi.

Fête des retraités CGT : la réforme en ligne de mire

Près de 5000 personnes s'étaient données rendez-vous à la fête des retraités CGT le 16 septembre dernier, une fête tout particulièrement symbolique cette année, et ce, à plusieurs titres.

Tout d'abord, c'était la 25ème fête de la section des retraités CGT de Loire-Atlantique, qui de plus, s'inscrivait en plein dans la bataille contre la réforme des retraites avec pour invité Bernard Thibault.

Une fête militante réussie qui a rassemblé au-delà des âges une section qui compte 5000 adhérents sur le département et dont les revendications ; outre le combat contre la réforme des retraites concernant la santé, l'autonomie, la place des retraités dans la société...

Les retraités, comme l'a fait remarquer le secré-



taire général de la CGT lors de son discours sur la fête, savent ce que valent les réformes de la droite ! Ils subissent déjà les deux dernières réformes des retraites, celles de Balladur et de Fillon qui ont eu pour conséquence une réduction de 20% des pensions. Et la réforme actuelle entraî-

nera une nouvelle baisse.

53% des retraités ont une retraite inférieure à 1 300 euros, 15 millions d'entre eux touchent moins de 300 euros de pension, et 64% des femmes ont une retraite inférieure à 900 euros.

Une situation intolérable qui de plus en plus place les retraités en situation de précarité : 12% ont recours à l'aide alimentaire. Quelle réponse apporte le gouvernement à ces situations ?

PUBLICITÉ

BAR - BRASSERIE - EXPOS

Mon Soleil Café

11 chaussée de la Madeleine
44000 Nantes
Tél : 02.51.88.97.40

Ouvert du lundi au vendredi
Brasserie uniquement le midi

Le dossier.

Fête de l'humanité : 600 000 personnes venues résister

■ Une affluence record !!!

Cette année encore, la fête de l'humanité a fait le plein ! Le plein de visiteurs, le plein de décibels, le plein de débats et de contestations... 600 000 personnes à la fête dans un contexte de mobilisations sociales et de riposte à la politique de rigueur voulue par Sarkozy ce n'est pas rien !

Une affluence qui traduit le désir de construire une autre société, plus juste, moins intolérante, plus fraternelle et plus démocratique ! La fête sûrement, mais aussi le sérieux, la détermination d'une France qui ne lâchera pas !



■ Une Fête ancrée dans les luttes

La fête, cette année encore, a été un formidable relai des luttes. Lutte contre la réforme des retraites en premier plan, avec des milliers de pétitions recueillies. L'intervention rageuse et optimiste de Bernard Thibault sur le Forum social a ravivé une foule déjà acquise à la lutte : « le 15, ce n'est pas parce que la loi sera votée que le combat sera terminé » a-t-il insisté, rappelant aux journalistes auteurs de trouble que : « l'important c'est l'unité ». « Nous irons jusqu'au bout pour la défense de la retraite à 60 ans » a-t-il également réaffirmé plusieurs fois. Même tonalité le lendemain à l'Agora de L'Humanité pour le grand forum contre la réforme des retraites ou étaient représentées les organisations syndicales, politiques et associatives engagées dans le combat.

Autre front ouvert, celui de la lutte contre le racisme d'Etat. Sur le thème après le 4 septembre, contre le racisme, défendre les valeurs de la république, la ligue des droits de l'Homme a annoncé à l'Agora le lancement d'un pacte citoyen pour les droits à la citoyenneté afin d'interpeller les organisations politiques avant les élections présidentielles de 2012. L'indignation était fortement perceptible dans la salle et parmi les intervenants quant au discours de Grenoble et aux politiques racistes qui s'en sont suivies. Une colère qui comme l'a remarqué la sénatrice communiste Nicole Corvo, va bien au delà des militants antiracistes.

Autre combat évoqué, celui contre le diktat des marchés financiers qui étouffent les peuples européens avec comme point d'orgue les euro-manifestations du 29 septembre contre les politiques d'austérité. Des politiques libérales qui s'attaquent en premier lieu à ceux qui continuent de subir la crise. Nasser Mansouri économiste à la CGT a souhaité l'unité des salariés, des précaires, des jeunes à l'échelle européenne, tout en constatant que l'euro syndicalisme nécessitait encore du travail pour arriver vers une réelle convergence des luttes et des revendications.



■ La Loire-Atlantique en fête

Sur le stand de la Loire-Atlantique, militants, élus, sympathisants n'ont pas chômés ! L'attrayante table de l'Atlantique a, cette année encore, fait le plein.

Dès le dimanche midi les quelques 24 000 huitres, 9 000 langoustines et autres poissons et crustacés avaient été délicieusement savourés par des visiteurs fins gourmets.

En tout, pendant près d'une semaine, ce sont 70 bénévoles (du montage/démontage en passant par la cuisine, le service, la plonge, le bar...) qui sous la responsabilité de Dany Frouin et de son équipe ont fait tourner le stand de la Loire-Atlantique. Parmi eux, de nouvelles têtes comme des habitués de longue date qui chaque années s'investissent pour la renommée du stand départemental.

Les jeunes communistes du département sont aussi venus en nombre. Ils ont travaillé sans relâche et animé leur propre stand militant.

Le stand de la Loire-Atlantique c'est aussi des rencontres, des échanges. Une délégation de l'ambassade de Cuba a été reçue le dimanche midi par Aymeric SEASSAU et des élus locaux du département. Ce sont également réunis, le samedi matin, les élus communistes des communautés urbaines de France afin de préparer les prochaines journées des C.U.

Pierre Laurent a également choisi la Loire-Atlantique par deux fois. Une première fois le vendredi pour un déjeuner avec la presse et une seconde le dimanche midi pour le direct de TF1.

Motivés, les militants du département ont aussi récolté plus de 500 signatures en faveur de la proposition de loi des députés communistes pour une retraite à 60 ans et réalisé une trentaine d'adhésions au parti.



L'Essentiel du discours de Pierre LAURENT

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades, [...] Depuis bientôt trois ans et demi, nous subissons, avec Nicolas Sarkozy, le pouvoir le plus rétrograde, le plus brutal, le plus autoritaire qu'il ait été permis d'imaginer. Ce pouvoir n'a aucune espèce de respect pour le travail et les travailleurs. Il rassemble une bande, la nouvelle aristocratie financière, celle qui cherche son profit dans le casino financier du capitalisme mondialisé. Il est en guerre contre le monde du travail. Et il faut nous, le monde du travail, leur déclarer la guerre, une guerre citoyenne et pacifique.

Le pouvoir de Nicolas Sarkozy et du Medef, c'est la guerre aux salaires, au pouvoir d'achat populaire, aux garanties collectives, aux CDI pour faire place nette aux profits financiers ! Savez-vous que les vingt premiers groupes du CAC 40 viennent d'accumuler en pleine crise un trésor de guerre de 80 milliards d'euros ! [...] Le pouvoir de Nicolas Sarkozy et du Medef, c'est la guerre aux services publics, à la Poste qu'il faut privatiser, à l'hôpital public qu'il faut dépecer pour dégager le terrain aux cliniques privées, à l'école qu'il faut désorganiser pour mieux marchandiser la formation.

La seule innovation pédagogique dont ce gouvernement se soit montré capable à la rentrée, c'est d'envoyer des milliers d'étudiants enseigner sans aucune formation.

[...] Guerre, encore, contre les libertés, la République et ses valeurs, guerre aux Roms, aux pauvres, aux jeunes, aux « Français d'origine étrangère » ! En prononçant le discours de Grenoble, vous avez sali la France, Monsieur Sarkozy. [...] Voilà la France dans laquelle nous nous reconnaissons, celle qui mêle ses couleurs pour s'unir autour d'une seule et même devise « Liberté, Egalité, Fraternité » !

Le pouvoir de Nicolas Sarkozy et du Medef, c'est la guerre, encore et toujours, contre les droits des femmes, premières visées par les inégalités salariales, le temps partiel subi, la réforme des retraites. C'est la guerre contre les jeunes, condamnés à la précarité, assimilés à une classe dangereuse, suspectés de délinquance uniquement parce qu'ils vivent dans des quartiers populaires...

[...] A l'opposé de ce monde du fric à tout prix, nous croyons au contraire que le temps est venu d'une nouvelle ère

démocratique où la puissance du peuple primera sur celle de l'argent, où la reconnaissance et la libération du travail humain primeront sur son exploitation ! A l'opposé de ce monde du tout concurrentiel, nous croyons que le temps est venu d'une nouvelle ère du bien commun et du service public.

A l'opposé de ce monde de la peur et de la stigmatisation, nous croyons que le temps est venu d'une nouvelle ère de fraternité où la libre circulation des femmes et des hommes prendrait le pas sur la libre circulation des capitaux ! Oui, nous voulons une révolution sociale contre le pouvoir des marchés financiers, une révolution citoyenne et démocratique contre la monarchie sarkozyste, une révolution de nos modes de vie contre les logiques de profit qui nous aliènent.

Voilà le monde pour lequel nous combattons ! [...]

Cette mondialisation capitaliste qui polue, qui tue, qui exploite et asservit fait désormais peser une grave menace sur l'avenir de l'humanité et de la planète.

[...] C'est parce que nous sommes des millions à penser que les factures de la crise capitaliste nous mènent à la catas-

trophe, c'est parce que nous sommes des millions à refuser d'embarquer dans la machine à remonter le temps de Nicolas Sarkozy, oui, c'est pour cela que le combat sur les retraites a pris, en quelques mois, l'ampleur que nous connaissons aujourd'hui. Et rien, nous ne lâcherons rien, nous allons vous battre Monsieur Nicolas Sarkozy. Nicolas Sarkozy en a fait une bataille majeure mais le pays aussi : chacun l'a peu à peu compris, c'est d'un choix de société essentiel dont il est question.

D'un côté, ceux qui ignorent la souffrance au travail, le repos mérité, la solidarité partagée et qui sont prêts à sacrifier cette conquête majeure du droit à la retraite à 60 ans, qu'ils ne considèrent que comme un coût, sur l'autel de la relance des profits financiers. De l'autre, ceux qui, comme nous, pensent que le temps est venu d'une nouvelle ère de civilisation. [...] Nous vivons une mobilisation sociale phénoménale. Le peuple est en train de reprendre la main. Des millions de femmes et d'hommes ont uni leurs forces et sont parvenus à enrayer la mécanique gouvernementale. Nous étions plus de 2 700 000 le 7 septembre ! Et ce n'est pas fini ! [...] Cet

En débat...

La finance contre l'industrie

Depuis 2008, la crise financière ne cesse de faire des dégâts : Plus de 256 000 emplois ont été détruits en 2009 dont une majeure partie dans l'industrie ! Et il semble clair que celle-ci souffre de la finance et de la recherche de rentabilité à court terme.

Finance ou industrie, c'est donc une des questions qui a été débattue au Forum Social de la Fête de L'Humanité.

Animé par Yves HOUSSON journaliste à L'Humanité, en présence d'Antoine FREROT président de Véolia Environnement ; Henri LACHMAN, président du conseil de surveillance de Schneider, Pierre FERRACI président de Secafi-Alfa cabinet de conseil auprès des comités d'entreprise et de Mohamed OUSSEDIK secrétaire fédéral de la CGT. Un débat riche et parfois surréaliste tant les deux grands

patrons de groupes industriels se sont parés de mille vertus.

De Véolia à Schneider, si au cours du débat on admet la perversion de la finance en même tant que son utilité pour le développement des entreprises, Antoine FREROT de véolia s'empresse tout de même de rappeler qu'il y a « une bonne et une mauvaise finance ».

Pour Pierre FERRACI, au contraire, on ne peut pas parler de dérive de la finance puisque les capitaux sont en recherche constante de rentabilité et ce par tous les moyens. Il rappelle également comment cette idéologie de la financiarisation a desservi les logiques d'industrialisations hypothéquant ainsi la création d'emplois, l'innovation, en jouant sur les exonérations de cotisations sociales et les bas salaires. Illustrant sa démonstration par les propos du patron d'Alcatel : « on peut avoir un groupe, une entreprise sans



usines ». Pour Mohamed OUSSEDIK de la CGT, les grands industriels sont responsables de la situation que connaît cette branche de l'économie, « ils se sont mis au service de la finance ». En 2009, indique-t-il, « les profits des entreprises ont été divisés par deux alors que 70% des résultats étaient distribués en dividende », une exigence de rentabilité financière sur le court terme qui pour lui aussi, « plutôt que d'aller vers les salaires, la recherche, l'amélioration des conditions de travail, est allée vers le profit ».

A ces arguments du syndicaliste les deux industriels présents ont livré

une image quasi idyllique de l'entreprise industrielle. Elle serait autant à l'écoute de ses salariés, de ses clients, que de ses actionnaires. Une industrie qui selon Antoine FREROT n'aurait « pas choisi la financiarisation ». Devant de tels propos Pierre FERRACI comme Mohamed OUSSEDIK se sont étonnés que dans ce cas les salariés n'aient pas plus de pouvoir dans l'entreprise et, le syndicaliste d'embrayer sur les propositions de la CGT parmi lesquelles l'élargissement de la présence des salariés dans les conseils d'administration. Pour toute réponse, comme un coupe-ret, la phrase laconique d'Henri

LACHMAN de Schneider: « l'entreprise n'est pas une entité démocratique ».

Lorsque la question des aides publiques a été évoquée, Mohamed OUSSEDIK a noté que 80 milliards avaient été dévolues aux entreprises dont près de 80% captés par de grands groupes. La CGT lors des derniers états généraux de l'industrie avait d'ailleurs proposé qu'un audit soit réalisé afin d'évaluer la pertinence d'aides publiques qui, comme elles ont été conçues, poussent à la baisse du coût du travail.

Dans le Débat, le secrétaire fédéral de la CGT a avancé quelques propositions pour en finir avec la

financiarisation et la dégradation des conditions d'emploi dans l'industrie parmi lesquelles, l'idée d'un pôle public financier, l'élargissement des droits des salariés afin qu'ils pèsent de plus de poids sur la bonne marche des entreprises avec, notamment, l'obtention d'un droit suspensif sur les licenciements, ou encore, une véritable sécurité sociale professionnelle.

Dans une optique plus large, pour le syndicaliste « il faut en finir avec la mise en concurrence des salariés » et de regretter « l'absence d'une politique sociale commune sur le plan européen pour protéger les salariés de la finance ».

après 7 septembre, il nous faut maintenant l'écrire ensemble. Nous devons nous donner tous les moyens de gagner et de battre Sarkozy. [...] Je veux ici saluer le combat des parlementaires communistes à l'Assemblée nationale. Le contre-projet de loi qu'ils ont élaboré avec leurs partenaires du PG, démontre qu'une autre réforme des retraites est nécessaire et possible.

[...] Nous devons construire ensemble les engagements clairs et sans ambiguïté que les forces de gauche devraient porter : des engagements clairs sur les services publics, sur l'emploi, sur l'éducation... [...] Le Parti communiste, le Parti de gauche, la Gauche unitaire ont engagé la construction d'un Front de gauche. Un front de lutte, de rassemblement et d'élaboration politique qui, du cœur de la gauche, a déjà ouvert un chemin d'espoir et où toutes celles et tous ceux qui le veulent peuvent se retrouver. [...] Nous allons mettre toute notre énergie à lui donner un élan nouveau car le temps est venu de remettre au centre de gravité de la gauche les défis dont elle n'aurait jamais dû se détourner !

[...] Contre le pacte de l'argent qu'ils ont

scellé au Fouquet's en 2007, le temps est venu de construire, ensemble, un pacte d'union populaire. Contre la solidarité du Fouquet's doit grandir une autre solidarité, la solidarité du peuple ! Oui, union populaire pour satisfaire les besoins humains en prenant l'argent là où il est ! Union populaire pour une société de nouvelles libertés dans les entreprises comme les institutions ! Union populaire pour une société d'égalité des droits et de redistribution équitable des richesses, une société fraternelle, solidaire et de partage au service du bien commun. Oui mes amis, construisons ensemble un pacte d'union populaire pour une société où l'épanouissement de chacun est la condition de l'émancipation de tous ! Ce projet partagé, je peux vous l'assurer, nous le porterons unis et rassemblés quand viendront les échéances politiques de 2012. Au Front de gauche, la guerre des ego n'aura pas lieu. [...] Je vous lance un appel, à vous toutes et tous qui êtes engagés dans les mobilisations sociales : mettez autant d'énergie à vous mêler de ce débat. [...]

En parcourant les allées de la fête, des milliers d'entre vous ont déjà laissé

leurs coordonnées pour participer à l'élaboration de ce pacte. Vous êtes très nombreux à vouloir en être tout de suite ! Et, quand je vois le climat de mobilisation sociale qui règne dans ce pays, je me dis que dans quelques mois, nous pouvons être des centaines de milliers de citoyens, de salariés, de militants syndicaux, associatifs, à nous retrouver dans cette démarche. Les communistes feront tout pour atteindre ce résultat !

Chers amis, chers camarades, quelques mots justement sur le parti communiste lui-même. Depuis mon élection au secrétariat national de ce parti, j'ai eu droit à tous les poncifs possibles et imaginables : nous allons mourir à petit feu ou bien être avalés tout cru. Je veux le dire ici, celui qui enterrera ou avalera le parti communiste n'est pas encore né !

Je sais le travail qui est devant nous pour conduire avec succès le chantier du renouveau du parti communiste. Les premiers mois que je viens de passer à la tête de ce parti me confirment l'immense potentiel de notre collectif militant et la disponibilité nouvelle de beaucoup d'entre vous à l'égard de nos

idées et de nos combats. La gauche a besoin du parti communiste et c'est aussi votre affaire.

Chers amis, chers camarades, les 4 et 7 septembre derniers dans les rues du pays et puis, ici à La Courneuve, durant tout ce week-end, c'est la vie qui a parlé ! C'est la vie qui reprend le dessus ! La vie est du côté de tous ceux qui se sont levés pour une réforme juste et solidaire des retraites, la vie est du côté des salariés courageux de Total Dunkerque, de ceux de Manpower Nanterre, ceux de Continental-Foix, des enseignants et des personnels des hôpitaux publics. La vie est du côté des militants des réseaux Education sans frontières, et des travailleurs Sans-Papiers ! La vie est du côté de tous ceux qui résistent, se rassemblent, s'unissent et refusent de se laisser sacrifier et sacrifier leurs enfants ! Le temps est venu pour le peuple de reprendre le pouvoir. Unissons nos forces car le temps est venu de changer d'ère !

Oui ! Mes amis, mes camarades, unissons nos forces. Oui, comme nous y appelait Ferrat, « il est temps que le malheur succombe » !

Evènements, culture, idées.

«Eloge du carburateur»

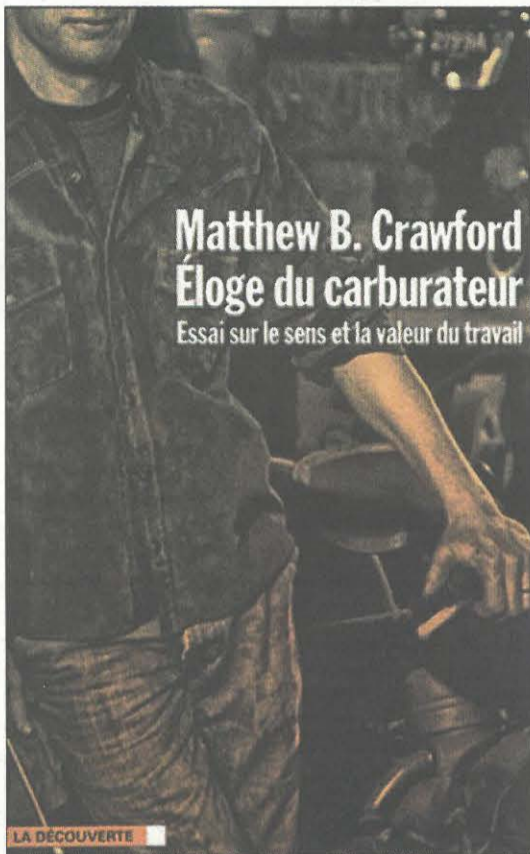
Brillant essai sur sens et valeur du travail manuel

Ce livre va à l'encontre de nombreux clichés concernant travail et consommation. Plus qu'un livre d'économie, il plaide en faveur d'un renouveau du savoir-faire manuel en s'intéressant à l'expérience de ceux qui s'emploient à fabriquer et à réparer des objets. Selon son auteur américain, Matthew B. Crawford, «il s'agit donc aussi d'une critique culturelle».

Il s'appuie très concrètement sur sa propre et riche expérience. Qu'on en juge : il a été successivement apprenti électricien, brillant universitaire, puis directeur d'un *think tank* à Washington, où il ne voyait d'ailleurs «pas très bien pourquoi il était payé» – un «sentiment d'inutilité passablement déprimant», souligne-t-il – avant de démissionner pour ouvrir, à Richmond en Virginie, un atelier de réparation de motos ! « J'ai vite compris qu'il y avait plus de travail intellectuel dans le cadre d'un atelier de motos que dans mon précédent boulot », dit-il.

A travers anecdotes et récits, nourrissant réflexions philosophiques et sociologiques, l'au-

teur montre en effet, avec érudition et humour, que le «travail intellectuel», dont on nous rebat les oreilles au nom de «l'économie



de la connaissance», se révèle le plus souvent pauvre et déresponsabilisant. A l'inverse, il met en évidence l'expérience de ceux qui, comme lui, s'emploient à réparer des objets – dans un monde où on ne sait rien faire d'autre qu'acheter, jeter et remplacer – et montre que ce travail peut s'avérer plus captivant et gratifiant, même d'un point de vue intellectuel, que tous les nouveaux emplois de la pseudo «économie du

savoir». Pour autant, il évite aussi bien « le halo de mysticisme qui s'attache souvent aux éloges du savoir-faire artisanal » que les « images enjolivées du travail manuel » dans lesquelles on se complait parfois, sans non plus « nourrir la nostalgie d'une vie plus simple et soi-disant plus authentique, ou bien dotée d'une aura démocratique plus prestigieuse du fait d'être liée à la "classe ouvrière" ». Mais son intention est bien plutôt de « réhabiliter l'honneur des métiers manuels en tant qu'option professionnelle parfaitement

légitime ». Dans la perspective brillamment assumée d'une «éthique de l'entretien et de la réparation», il propose donc « une série d'arguments en faveur d'une forme de travail dont on peut dire qu'elle a du sens parce qu'il s'agit d'un travail vraiment utile ».

S'appuyant notamment sur le livre de H. Braverman, «Travail et capitalisme monopoliste», datant de 1976, dont il signale les «convictions marxistes», il souligne

que « vu que la guerre froide est désormais derrière nous, nous pouvons de nouveau prendre en considération, sans crainte de faire face à un danger politique mortel, la théorie marxiste du travail aliéné ». Et partir du constat qu'en dernière analyse, « la dégradation du travail est une question cognitive, qui s'enracine dans la séparation du faire et du penser ».

Si l'ampleur de la crise économique actuelle reste encore incertaine, même si elle semble s'approfondir, elle débouche d'ores et déjà sur une profonde « crise de confiance ». Elle est au moins l'occasion de remettre en question certains préjugés : « Qu'est-ce qu'un « bon » travail, susceptible de nous apporter tout à la fois sécurité et dignité ? ». Alors, malgré la grande confusion des idéaux et le naufrage de bien des aspirations professionnelles, peut-être verrons-nous « réémerger la certitude tranquille que le travail productif est le véritable fondement de toute prospérité ».

Retour aux fondamentaux donc : « la caisse du moteur est fêlée, on voit le carburateur. Il est temps de tout démonter et de mettre les mains dans le cambouis... ».

Matthew B. Crawford, «Eloge du carburateur, essai sur le sens et la valeur du travail», La Découverte, 2010, 250 p., 19 €

LIRE

La carte et le territoire

Cette fois ce livre événement, qui émerge des centaines de romans publiés à la rentrée à l'approche des grands prix littéraires, déclenche non la polémique, mais des dithyrambes appuyées. Alors : «carte gagnante» (d'après le JDD), «tableau de maître» (selon l'Huma) ? Malgré son titre, il a bel et bien plus à voir avec la littérature qu'avec la géographie.

On y retrouve toute l'alacrité déjà présente dans «Extension du domaine de la lutte» en 1994, avec une saillie ironique à chaque page sur notre monde tel qu'il va, dont beaucoup font mouche. Mais faudrait-il pour autant les prendre au pied de la lettre ? Car Houellebecq, c'est avant tout un style. Celui d'un imprécateur prémoniteur, vigile de notre avenir déjà présent, qui nous interpelle toujours et nous touche parfois.

Le livre commence par le récit d'une *success story*. Celle d'un artiste, Jed Martin, qui entame sa carrière artistique comme photographe d'objets manufacturés ; puis, dans une démarche minimaliste artistique aussitôt appréciée, par des photographies d'extraits de cartes Michelin, avant de faire définitivement fortune par une série de toiles représentant des personnalités, tels des PDG de grandes firmes mondiales.

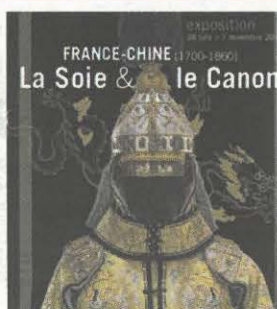
Ensuite, Houellebecq se met curieusement en scène lui-même, en écrivain à la dérive, retiré de tout en Irlande. Narcissisme complaisant ou suprême autodérision, qui sait ? Avant que son assassinat spectaculaire et énigmatique ne fasse basculer le livre dans le roman policier, sans réel dénouement cependant.

L'ensemble constitue une extrapolation des tendances d'ores et déjà en cours. Et ça fait peur ! Car le proche avenir qui nous serait donc promis, ce serait le culte consumériste des objets – appareils photos, automobiles – dont toutes les spécifications et notices techniques ne nous sont en rien épargnées ; culture réduite au contenu des pages de Wikipédia ; argent facile dans la spéculation artistique et, même, triomphe dans le PAF de J-P Pernaut, devenu la référence dans la folklorisation du patrimoine régional. Au-delà de l'enjeu du Goncourt, une lecture qui joue donc des ambiguïtés et des faux-semblants de notre temps pour mieux nous alerter sur les vrais risques de l'avenir.

Michel Houellebecq, *La Carte et le territoire*, Flammarion, 2010, 432 p., 22 €.



VOIR...



La soie & le canon

Cette exposition historique présente plus de 250 objets d'art de grande qualité, elle met en lumière les relations franco-chinoises entre deux dates – 1700/1860 – et montre l'évolution du regard

porté sur cet Extrême-Orient lointain qui suscita tour à tour fascination et rejet. L'exposition contribue à faire mieux comprendre notre rapport à la Chine d'aujourd'hui, toujours fascinante, souvent critiquée, alors que s'amorce un nouvel équilibre mondial dans lequel ce géant qui rassemble un cinquième de l'humanité joue un rôle de premier plan. Exposition en partenariat avec le musée national des arts asiatiques Guimet. Jusqu'au 7 novembre 2010 au musée d'histoire de Nantes, château des Ducs de Bretagne www.chateau-nantes.fr

MÉDIAS

Mythes de l'Internet

La mise en ligne récente sur le site WikiLeaks de nombreuses vidéos piratées de l'armée US sur la guerre en Afghanistan, a certes confirmé la puissance des médias coopératifs. Pour autant, selon C. Christensen (Monde Diplo), ce coup d'éclat ne valide aucunement les trois grands «mythes de l'ère numérique».

• D'abord, la confusion répandue qui met dans le même panier toutes les formes de médias «sociaux» (blogs, twitter, Facebook, YouTube ou WikiLeaks). Même avec une technologie com-

mune, ces supports ne forment certes pas un ensemble homogène. Car, plus que jamais,

«Une large part du discours qui glorifie Internet repose sur l'idée que nous vivons désor-

de transparence de l'édition numérique, que l'épisode de WikiLeaks a été possible et reçu comme crédible.



«une information n'a de valeur que si elle est vérifiable. Les médias «sociaux» ne sont pas tous égaux face à l'information ».

• Ensuite, l'État-nation n'est pas en voie de dis-

mais dans un monde dépourvu de frontières». Mais c'est justement parce les législations nationales de Suède et d'Islande, plus exigeantes en matière de protection des sources et

Conclusion ? « L'information, tout comme la technologie, n'est utile que grâce aux connaissances et aux compétences qui permettent d'en faire un usage pertinent ». Dont acte.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Ça bouge !

→ **Journée de grève à Virgin radio et RFM** pour protester contre un plan de restructuration qui prévoit la fermeture de 20 stations locales. Le département compte deux studios : Nantes et St Nazaire.

→ **Grève à l'école d'infirmières à Rezé**, depuis la rentrée, 19 personnes sur 22 dénoncent des conditions de travail, un manque d'effectifs.

→ **Le 25 septembre**, à l'appel de la coordination régionale Bretagne-pays de la Loire solidaire des personnes immigrées, **contre la nouvelle loi anti immigration** en débat au Sénat. Comme si les précédentes réformes de 2003, 2006, 2007 du CEDESA n'avaient pas suffisamment réduit l'accès à des papiers pour les étrangers. **C'est la 23^{ème} loi sécuritaire depuis 2002.**

→ **Le 29 septembre, contre les politiques de rigueur**, on se mobilise partout en Europe.

→ « *Parce que l'inacceptable devient notre quotidien : des missions bradées, des qualifications bafouées, le public et le personnel brutalisés, la colère gronde...* » C'est avec cette interpellation que **la CGT, la CFDT et le SNU de Pôle emploi appellent les salariés à se mettre en grève et manifester à Paris le 5 octobre.**

Victoire des 3 Leclerc

Les 3 travailleurs sans-papiers, agents de sécurité à Sécuri-Ouest, prestataire de Leclerc Paris sont régularisés. **Ils étaient en grève depuis le 14 mai 2009 pour obtenir un titre de séjour les autorisant à travailler.**

Tensions et malaises

Le syndicat FO Police dénonce la multiplication des opérations qui leur sont dévolues sans effectifs supplémentaires. « Le commissariat de Nantes compte actuellement 712 policiers opérationnels sur le terrain soit 8 policiers de moins qu'en septembre 2009. » Le nombre d'adjoints de sécurité chute aussi : 71 à Nantes contre 80. **Police et gendarmerie n'échappent pas à l'arbitraire arithmétique de la RGPP.**

Inquiétudes pour leur emploi

→ Les salariés de **GEA réfrigération France** basée aux Sorinières ont montré leur détermination face à une direction qui « *prévoit le licenciement de 37 employés sur 120 alors que le groupe fait des bénéfices* ».

→ **48 postes sur 79 seraient menacés de suppressions chez T-Systems Nantes**, filiale du géant allemand Deutsche Telekom, selon la CFDT. Cette entreprise souhaite améliorer leur compétitivité.

→ **Les 33 employés restants de la Seg-Samro à Nort-sur-Erdre** ont obtenu du tribunal de commerce une nouvelle prolongation de la période d'observation jusqu'au 13 mars 2011.

→ Le gouvernement demande à la **CPAM de réduire de 3950 le nombre de postes en quatre ans**, alors que plus de 10000 ont déjà été supprimés depuis 2003.

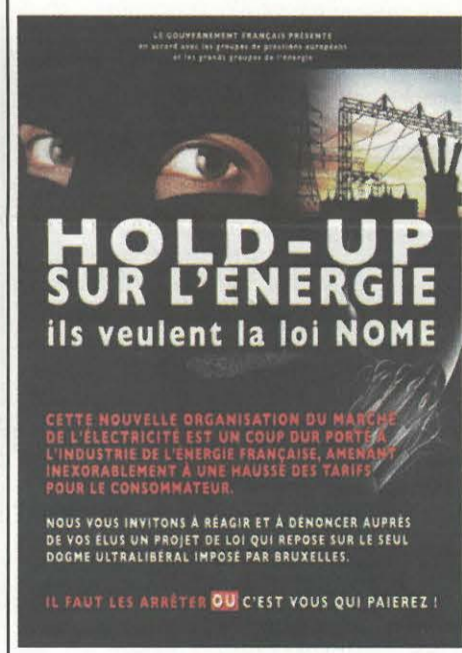
Décision radicale

La décision, de l'inspecteur académique de Loire-Atlantique de réduire, en cette rentrée, **les heures des auxiliaires de vie auprès des élèves handicapés, pénalise gravement les élèves les plus fragiles**, précarise et fait reculer l'Égalité des droits. Il a réduit de 3 heures toutes les demandes de plus de 6 heures. 213 élèves restent sur le carreau. Cette mesure met en colère les enfants en situation de handicap, les familles, la FCPE, les syndicats d'enseignants... à suivre !

Hold-up sur l'électricité

L'énergie n'a pas été en reste pendant l'été : **projet de loi pour en finir avec les tarifs réglementés de l'électricité et dans la foulée, hausse du prix de l'électricité...** Constatant que la concurrence ne fonctionne pas—plus de 96% des français restent fidèles à l'opérateur historique—, le gouvernement a décidé de la créer... artificiellement. C'est le projet de loi NOME, soit la Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité voté par les parlementaires en juin dernier et débattu actuellement par les sénateurs. **Si la loi passe, à partir du 1er janvier 2011, EDF aura l'obligation de revendre à ses concurrents jusqu'à 25% de sa production d'électricité.** Les fournisseurs d'électricité vont se voir offrir un quart de la production, que les Français ont déjà payé avec leur facture, pour qu'ils puissent réaliser des profits, au seul bénéfice des actionnaires. C'est une première d'obliger une entreprise à céder une partie de ses atouts à des concurrents qui produisent peu ou pas du tout d'électricité.

On peut aisément en déduire que très vite, il va y avoir un problème sur les **investissements à long terme quant aux nouveaux moyens de production (pourquoi investir si on peut obtenir de l'électricité à bas prix sans rien faire...)** et bien sûr une **augmentation des tarifs.** Les usagers subiront la double peine puisqu'ils seront dépossédés d'un retour sur investissement qu'ils ont effectué. Le parc a été financé sans apport de l'État, ni de quelque subvention. EDF a eu recours à l'emprunt et ce sont nos factures qui l'ont remboursé. De surcroît, ils verront les tarifs augmenter. Ce transfert ayant bien sûr un coût qui se situerait aux alentours de 42 euros le mégawatt, contre 34 aujourd'hui.



Catastrophique

Cette rentrée scolaire est qualifiée, par les enseignants, leurs syndicats comme le **SNES44 et les parents d'élèves de la FCPE, de catastrophique : profs pas remplacés, manque de moyens pour les auxiliaires de vie scolaire, formation des maîtres, effectifs des classes, soutien scolaire en voie de disparition...** Dans la facture que le gouvernement nous adresse pour payer les dégâts de la crise, l'Éducation nationale en paye un lourd tribut. On voit donc en cette rentrée les effets de cette politique subordonnant l'ambition éducative à une logique bureaucratique et comptable.

Des collèves et des lycées cherchent à

recruter des enseignants plus de dix jours après la rentrée.

À la Colinière, par exemple, il en manque trois. L'académie de Nantes, n'ayant plus d'enseignants non titulaires disponibles, se tourne vers le pôle emplois ou interpelle des retraités de l'enseignement. **Des effectifs dénoncés par les enseignants.** L'an dernier dans le département, 20% des classes comptaient plus de 27 élèves. En cette rentrée, 28,5% sont dans ce cas ; 12% en comptent 28. **La formation des nouveaux ensei-**

MHS : au bord du gouffre !



L'arrêté pris le 7 juillet par le Tribunal de Commerce de Nantes valide le plan de continuation de l'entreprise présenté par MHS mais prévoit la suppression de 15 postes. **Ce plan occulte un certain nombre de créanciers dont les loyers impayés, il est fatalement handicapé par ce passif.** La légèreté des dirigeants de cette entreprise a été souvent rappelée par la CGT. Elle en paye le « prix fort » car la direction veut aujourd'hui la faire taire. Elle profite du Plan de sauvegarde de l'emploi pour licencier la représentante CGT des salariés au tribunal du commerce, la déléguée syndicale CGT, la secrétaire du CE et un autre salarié protégé, les salariés sont inquiets et la situation préoccupante. « *On garde la même direction, celle qui en 4 ans nous a amené à ce redressement judiciaire avec d'énormes dettes.* » précise N. BLIN de la CGT. **Elle l'est d'autant plus que la société Kalkalit, propriétaire des terrains occupés par MHS, a**

saisi le tribunal pour les loyers impayés. MHS, menacé aujourd'hui d'expulsion, a fait appel de cette décision, l'audience est fixée au 23 septembre. Autre procédure, cette fois devant la cour d'appel de Rennes qui l'examinera le 2 novembre, Kalkalit conteste le plan de continuation décidé en juillet.

« *A nouveau par son imprévoyance, la direction d'MHS Electronics, plonge ses salariés dans l'expectative, et le questionnement quant à leur avenir !* » dénonce la CGT tout en précisant : « *La seule issue serait une poursuite de l'activité afin d'envisager une cession avec un projet industriel* ». Leur PDG reste autiste et pourtant sa gestion amène de nombreuses questions : « *En rachetant l'entreprise pour un euro, son seul objectif était de faire un coup immobilier, évoquent certains salariés. Avec la vente des bâtiments, il a empêché près de 16 millions d'euros. Et personne ne sait où est passé cet argent* » !!

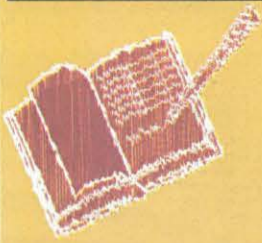


gnants relevait des IUFM, en cette rentrée elle dépend de l'inspection académique. 120 stagiaires sont recrutés dans notre département, certains sont sans tuteurs—les enseignants ne voulant pas cautionner une démarche qu'ils ne partagent pas—et ceci pour 18 heures par se-

maines, contre 6 l'année passée.

La loi n'est pas respectée pour l'accueil des enfants handicapés. (Voir les brèves). En même temps, **le débat sur les rythmes scolaires** est un prétexte pour donner moins d'école à ceux qui en ont le plus besoin...

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Journée de mobilisation intersyndicale sur les retraites

Jeudi 23 septembre à 14H30 :

Manifestations à Ancenis (station Esso), Châteaubriant (place de la Mairie), Nantes (CHU) et St Nazaire (place de l'Amérique Latine).

Brière

Samedi 25 septembre :

Repas convivial de rentrée pour les adhérents et sympathisants communistes de Trignac à 12H30, chez Xavier, 68 Tréféc à Trignac.

Fédération

Mardi 28 septembre :

Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Association Nationale des Elu(e)s Communistes et Républicains

1-2-3 octobre :

Congrès national à la cité des congrès de Nantes.

■ Une campagne pour sauver l'école

« Qui croit devoir fermer les yeux sur quelque chose se voit bientôt forcé de les fermer sur tout ! » disait Jean Jacques ROUSSEAU. C'est bien ce que le gouvernement et son ministre de l'Education Luc CHATEL entreprennent par des décisions visant à réduire les déficits publics en diminuant les moyens de l'Education nationale, en attaquant la qualité et l'égalité de l'enseignement. Depuis l'arrivée de la droite au pouvoir en 2002, les réformes successives de l'école ont abouti à l'instauration d'une éducation à 2 vitesses : la transmission de savoirs complets pour une minorité et un socle commun de connaissances à minima pour la majorité. L'accès à l'éducation, aux connaissances et aux savoirs devient donc de plus en plus inégalitaire et une majorité d'élèves doit se contenter d'un enseignement limité à satisfaire les besoins exigés par le marché du travail : savoir lire, écrire, compter. **L'Education nationale est en danger !** L'avenir de notre société est dans le même temps mise à mal puisque une société qui ne forme plus sa jeunesse à la réflexion critique sur le monde qui l'entoure, qui veut supprimer l'école maternelle, qui réduit les postes d'enseignants voir qui remplace des professeurs titulaires par des stagiaires sans formation complète entre en décadence.



Les communistes sont déterminés à combattre cette vision de l'Education où l'Etat se désengage, laisse les collectivités locales et les familles assumer la responsabilité de l'éducation des enfants et des jeunes. Dans toute la France, le Parti communiste français lance une grande campagne pour alerter et convaincre de la nécessité de donner plus de moyens et d'outils pédagogiques à l'école. Devant les écoles maternelles, les collèges et les lycées, les communistes sont décidés à gagner la bataille des idées.

■ Hommage à un résistant : Jean DE NEYMAN



Le samedi 4 septembre s'est déroulée la commémoration annuelle rendant hommage à Jean DE NEYMAN, résistant communiste fusillé par les nazis le 2 septembre 1944. Plusieurs dizaines de personnes étaient présentes pour saluer le combat de ce jeune professeur de physique, parmi celles-ci : Joël BATTEUX Maire de St Nazaire, Guy TEXIER pour le Comité départemental du souvenir des fusillés de Nantes et Châteaubriant et Yvon RENEVOT, Secrétaire de la section de St Nazaire du PCF qui dans son intervention a rappelé que « le combat de Jean DE NEYMAN et de tous ceux qui se sont engagés dans la résistance reste d'une brûlante actualité ». Reste en débat la question de donner le nom Jean DE NEYMAN à un équipement public de St Nazaire, des propositions sont faites et des réponses attendues.

Le samedi 4 septembre s'est déroulée la commémoration annuelle rendant hommage à Jean DE NEYMAN, résistant communiste fusillé par les nazis le 2 septembre 1944. Plusieurs dizaines de personnes étaient présentes pour saluer le combat de ce jeune professeur de physique, parmi celles-ci : Joël BATTEUX Maire de St Nazaire, Guy

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

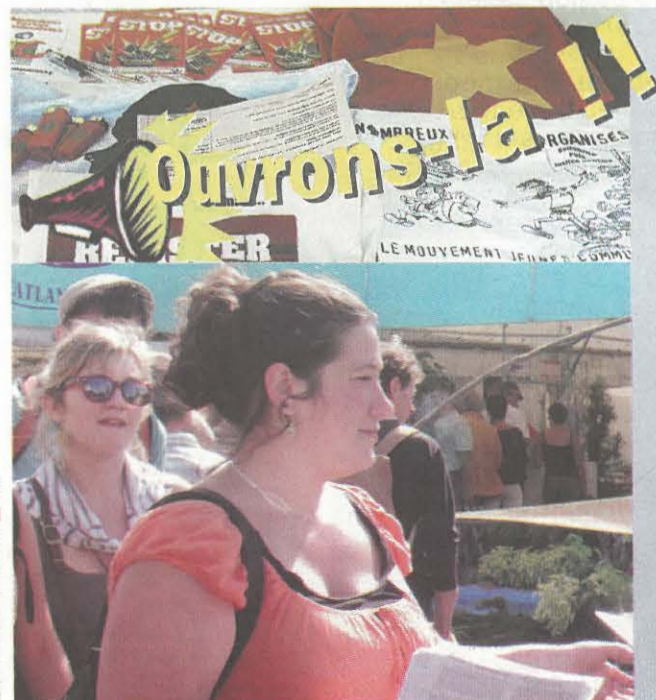
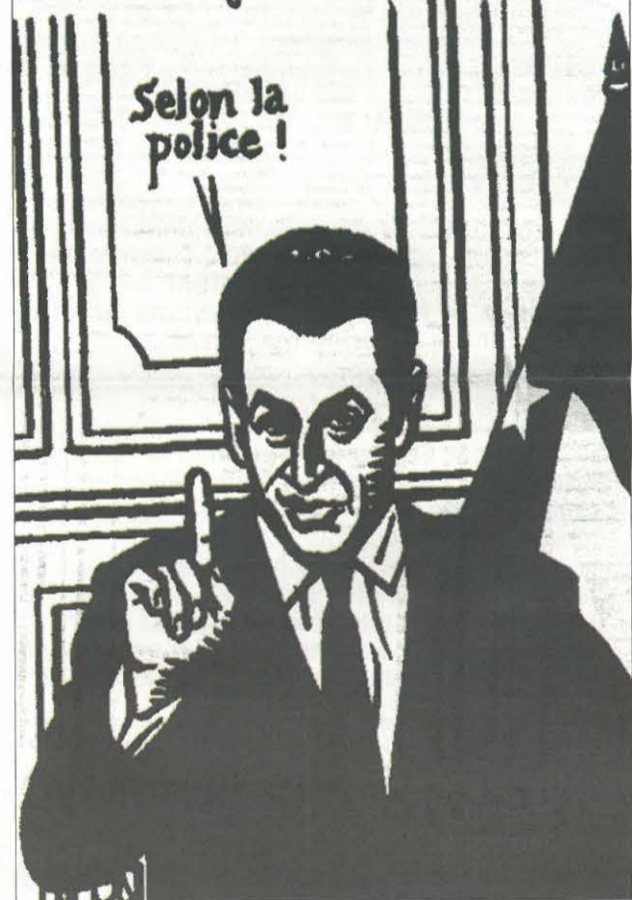
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

Cote de confiance de Sarkozy : 32 %



Jeunes et retraites : une bombe à retardement

Par Estelle BROUSSE

Allongement de la période d'étude, multiplication des contrats précaires (temps partiels/courte durée), aujourd'hui encore plus qu'hier, l'âge d'entrée dans la vie active avec un emploi stable, recule. **En moyenne un jeune qui a entre 15 et 29 ans peut espérer trouver un emploi stable à 27 ans.** Ces données sont à compléter avec les 24 % des 15-29 ans actifs qui sont au chômage et, d'après l'OCDE, dont un quart est au chômage pen-

dant plus d'un an, bien au dessus de la moyenne européenne.

« Ces chiffres alarmants montrent bien comment l'entrée dans la vie active est problématique, surtout pour les jeunes moins qualifiés »

De plus, le chômage des jeunes a augmenté de 28% entre avril 2008 et avril 2010. Force est de constater que la jeune génération est précarisée sans que des solutions durables pour l'emploi soient pro-

posées. Cette situation tend à développer la pauvreté chez les moins de 29 ans (hausse du taux de pauvreté de près de 30% depuis 2002). Ces chiffres alarmants montrent bien comment l'entrée dans la vie active est problématique, surtout pour les jeunes les moins qualifiés.

Avec la réforme des retraites d'aujourd'hui, les conséquences sur cette génération seront dramatiques. **Que se passera-t-il lorsque cette population arrivera, usé par la précarité, à la retraite ?** Les jeunes atteindront à l'âge légal de départ à

la retraite sans avoir cotisé assez d'années et se retrouveront sans revenu décent. Le paradoxe réside dans le fait que les jeunes devront cotiser deux ans de plus alors qu'ils commencent à travailler de plus en plus tard (27 ans en moyenne). Ils n'auront donc jamais accès à la retraite à taux plein. Les minimas vieillesse n'ont pas encore été diminués mais lorsqu'arriveront à la retraite les jeunes de notre génération sacrifiée, qu'en sera-t-il ? Les jeunes doivent se battre pour que nous ne soyons ni précaire aujourd'hui ni précaire demain !